

L'ONU donne aux États le cadre légal pour pouvoir contrôler Internet

écrit par Julien Martel | 4 janvier 2020



.
L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé une résolution parrainée par la Chine et la Russie visant à créer un comité d' «experts internationaux » dont le rôle serait de mettre fin à « *l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles* ».

Toutefois, beaucoup mettent en garde contre le fait que cette mesure n'est qu'une porte dérobée permettant aux régimes autoritaires de censurer davantage la dissidence.

.
« Les Etats-Unis, les puissances européennes et les groupes de défense des droits craignent que ce langage utilisé dans la résolution ne soit un code pour légitimer la répression de l'expression, de nombreux pays définissant la critique du gouvernement comme « criminelle », rapporte l'AFP.

Human Rights Watch a déclaré que la liste des parrains de la

résolution est « une galerie de voyous comportant certains des gouvernements les plus répressifs du monde » et « donne aux pays une couverture légale pour les coupures de courant et la censure sur Internet, tout en créant le potentiel pour criminaliser la liberté d'expression ».

Des gouvernements comme celui de la Chine censurent et ferment déjà Internet en période de troubles civils tout en infligeant à ceux qui critiquent l'État des sanctions de type « retrait de points sur la carte de crédit social ».

Le pays communiste met également en place un plan pour forcer ses citoyens à passer un test de reconnaissance faciale pour utiliser l'Internet. Critiquer les autorités ? Pas d'Internet pour vous.

Nous avons prédit que tout cela se réaliserait il y a près de 10 ans dans un article intitulé « Les mesures de cybersécurité obligeront les gouvernements à utiliser des « jetons d'identification » pour utiliser l'Internet ».

« Sous le couvert de la « cybersécurité », le gouvernement s'apprête à discréditer et à fermer l'infrastructure Internet existante dans la poursuite d'un nouveau World Wide Web centralisé et réglementé », écrivais-je en juin 2010.

Le fait que les Nations Unies tentent de légitimer ce cadre en donnant aux régimes oppressifs plus de pouvoir pour définir certains types de discours comme criminels fait partie d'un programme à long terme.

Comme nous l'avons déjà souligné, le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations a élargi la définition du « discours de haine » pour faire de la critique de l'immigration de masse un crime.

Sous une deuxième administration Trump, il est presque certain que les États-Unis vont ignorer toute tentative de l'ONU d'imposer leur hégémonie sur Internet, mais si les Démocrates gagnent en 2020, ce pourrait être une toute autre histoire.

[Paul Joseph Watson](#), le 28 décembre 2019.